

Principes directeurs

des enveloppes de rendement des télédiffuseurs

2009-2010



Canadian Television Fund
Fonds canadien de télévision

TABLE DES MATIÈRES

1. Présentation du Fonds canadien de télévision	3
2. Fonctionnement du volet des Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	4
2.1 Introduction	4
2.1.1 Définitions relatives au volet des ERT : productions affiliées et productions régionales	4
2.1.2 Catégories linguistiques applicables et doubles tournages	5
2.2 Nature de la participation financière	5
2.3 Montant de la participation financière	6
2.3.1 Contribution des Enveloppes de rendement des télédiffuseurs	6
2.3.1.1 Aide à la production régionale québécoise de langue française	6
2.3.2 Dépenses admissibles	6
2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées	6
2.3.2.2 Assurance et protection d'achèvement	7
2.3.2.3 Doublage et sous-titrage	7
2.3.2.4 Dépenses liées à la commercialisation	7
2.3.2.5 Projets multiplateformes	7
2.3.2.6 Dramatiques et émissions pilotes	7
2.4 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion et contributions maximales	7
3. Admissibilité au financement	10
3.1 Requérants admissibles	10
3.1.1 Sociétés de production	10
3.1.2 Sociétés de production affiliées à un télédiffuseur	10
3.2 Projets admissibles	10
3.2.1 Exigences fondamentales	10
3.2.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels	11
3.2.2 Genres	11
3.2.3 Propriété et contrôle canadiens	11
3.2.4 Exigences techniques	12
3.2.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion	13
3.2.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion	13
3.2.5.2 Droits supplémentaires	14
3.2.5.3 Durée des droits de diffusion	15
4. Conformité et déclarations	17
4.1 Présentation des documents	17
4.2 Non-conformité aux Principes directeurs	17
4.3 Fausse déclaration	17
5. Présentation des demandes	18

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants :

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et par commodité aux requérants (tels que définis à la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds canadien de télévision (FCT). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FCT et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FCT. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FCT.

Le FCT administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FCT prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FCT ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées à l'Annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées sur le site Web du FCT à www.ctf-fct.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les productions qui bénéficient d'une participation financière du FCT au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FCT en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FCT commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter : Ces Principes directeurs du FCT peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Web du FCT, www.ctf-fct.ca.

1. PRÉSENTATION DU FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION

Le FCT participe financièrement à un grand nombre d'émissions typiquement et distinctement canadiennes qui reflètent la culture, les histoires et les thèmes canadiens. Le FCT appuie le développement, la production et la diffusion de tels projets télévisés aux heures de grande écoute. Ces projets doivent être accrédités par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et doivent avoir obtenu une note de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FCT à partir de l'échelle du BCPAC. Par ailleurs, ils doivent avoir été tournés au Canada et leur intrigue doit principalement s'y dérouler.

Ces projets doivent être initiés par des sociétés canadiennes, contrôlées par des Canadiens, qui exercent le contrôle financier et créatif des productions - du développement à la production jusqu'à la distribution et la télédiffusion. Leurs droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon significative par des Canadiens.

Le FCT est un fonds de programmation culturelle. Il n'appuie ni les productions « industrielles », ni les productions de « services étrangers », ni celles contrôlées par des entités étrangères.

Le FCT appuie dans les langues anglaise, française et autochtones les quatre genres d'émissions sous-représentés suivants : enfants et jeunes, documentaires, dramatiques, variétés et arts de la scène.

Le FCT axe son soutien sur les projets possédant une entente de droits de diffusion et conçus essentiellement à l'intention d'auditoires canadiens et il s'efforce d'accroître l'écoute de ces productions.

Le FCT tient à atteindre tous les objectifs des politiques publiques liées à son mandat et vise à encourager la diversité des voix canadiennes dans les émissions qu'il appuie, et tout particulièrement : les émissions en langues anglaise, française et autochtones canadiennes et ce autant en contexte majoritaire qu'en contexte minoritaire (comme les projets en langue française à l'extérieur du Québec et les productions en langue anglaise au Québec); et les projets issus des régions.

Le volet des Enveloppes de rendement du télédiffuseur (ERT) fournit des allocations aux télédiffuseurs canadiens possédant une feuille de route dans les genres appuyés par le FCT. Le mécanisme des ERT est utilisé pour fournir un financement significatif à de telles émissions et pour déboursier les fonds du FCT de façon opportune, efficace et axée sur le marché. Le FCT alloue les fonds des ERT sur une base annuelle en fonction des résultats obtenus par chaque télédiffuseur en ce qui concerne les objectifs suivants : attirer des auditoires pour les émissions appuyées par le FCT et les émissions admissibles au financement du FCT, encourager la production régionale par le biais de leurs ERT et engager des droits de diffusion substantiels pour les émissions du FCT qu'ils soutiennent.

Le FCT veut également favoriser une relation de travail productive entre le FCT et les industries de la production et de la télédiffusion ainsi que maximiser l'efficacité et le rendement de l'administration des services du FCT.

2. FONCTIONNEMENT DU VOLET DES ENVELOPPES DE RENDEMENT DES TÉLÉDIFFUSEURS

2.1 Introduction

Les contributions du FCT aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) en vertu de ce volet sont administrées par biais d'enveloppes de rendement du télédiffuseur (ERT) consenties aux télédiffuseurs canadiens qui ont une feuille de route d'appui à la programmation canadienne. Les télédiffuseurs sélectionnent les projets admissibles qui bénéficieront des fonds de leur Enveloppe de rendement du télédiffuseur, jusqu'à concurrence du montant de la Contribution maximale consenti par projet (voir les [sections 2.3.1](#) et [2.4](#)) et d'autres restrictions spécifiées.

Les télédiffuseurs doivent utiliser leurs Enveloppes de rendement du télédiffuseur en tenant compte de leur accès historique aux fonds du FCT. Plus précisément, leurs ERT devraient servir à financer les mêmes genres. Chaque année, le FCT calcule à nouveau les enveloppes de rendement du télédiffuseur pour récompenser les télédiffuseurs qui ont satisfait aux objectifs et au mandat du FCT selon des facteurs de pondération particuliers.

Un projet doit respecter toutes les exigences relatives à l'admissibilité et aux genres énoncées dans les Principes directeurs du FCT pour bénéficier d'un financement en vertu du volet des Enveloppes de rendement du télédiffuseur. Les projets doivent obtenir des droits de diffusion admissibles (voir la [section 3.2.5](#)) qui sont conformes aux exigences-seuil applicables (voir les [sections 2.4](#) et [3.2.5.1](#)). Les montants de la contribution maximale et des exigences-seuil en matière de droits de diffusion sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3.2](#)).

Pour en savoir plus sur l'administration des ERT, y compris la méthodologie de calcul des ERT, les allocations selon le genre et la marge de manœuvre, les politiques de transfert et autres renseignements, veuillez vous référer au Guide de référence sur les Enveloppes de rendement des télédiffuseurs qui est disponible sur le site Web du FCT au www.ctf-fct.ca.

4

2.1.1 Définitions relatives au volet des ERT : productions affiliées et productions régionales

Les productions affiliées sont des projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur (voir la [section 3.1.2](#)) dont les droits de diffusion ont été acquis par leur(s) télédiffuseur(s) affilié(s). La portion de l'ERT que les télédiffuseurs peuvent consacrer aux productions affiliées est limitée. Le montant maximal des fonds du FCT pouvant être consacrés aux productions affiliées dans chaque ERT est basé sur l'accès historique des productions affiliées de ce télédiffuseur au financement du FCT au cours des trois dernières années.

Aux fins du volet des ERT, les « régions » englobent toute partie du Canada située à plus de 150 km de Montréal ou de Toronto en empruntant la route la plus raisonnablement courte. Selon le FCT, une production régionale se définit comme suit :

- ▶ le tournage des prises de vues principales se fait en région, sauf exceptions appropriées pour les documentaires; et
- ▶ le requérant est situé en région (et a son siège social en région), et
 - ▶ il exerce un contrôle absolu sur les aspects créatifs, artistiques, techniques et financiers du projet ou, s'il s'agit d'une coproduction régionale/non régionale, un contrôle proportionnel aux droits d'auteur qu'il détient;
 - ▶ dans le cas d'une coproduction régionale/non régionale, le requérant régional doit détenir au moins 51 % des droits d'auteur;
 - ▶ dans le cas d'une coproduction régionale/non régionale, le requérant régional partage équitablement les honoraires des producteurs et les frais d'administration;

- ▶ le requérant possède et contrôle initialement les droits de distribution du projet et conserve un intérêt financier permanent dans la production ou, s'il s'agit d'une coproduction régionale/non régionale, les marchés et les revenus potentiels sont partagés équitablement en fonction de la participation financière de chaque coproducteur; et
- ▶ le requérant a participé activement au développement de la production.

Le projet n'est pas considéré comme une production régionale si le contrôle et les décisions de production sont assumés à l'extérieur des régions.

2.1.2 Catégories linguistiques applicables et doubles tournages

Pour le volet des ERT, le FCT applique des barèmes différents pour les montants de l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion, de la contribution maximale, des durées maximales et d'autres calculs selon la langue de la version originale du projet.

Les projets admissibles peuvent recevoir une aide à la fois d'une ERT en langue française et d'une ERT en langue anglaise dans les situations suivantes :

- ▶ lorsqu'un projet de dramatique est tournée simultanément en anglais et en français (un double tournage), l'anglais et le français sont considérés comme les deux langues de la version originale. À ce titre, les dépenses admissibles du projet sont divisées comme suit : les deux tiers des dépenses admissibles sont attribués à la portion de langue anglaise et un tiers est attribué à la portion de langue française. Chaque portion est assujettie aux montants de l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et de la contribution maximale associés à sa catégorie linguistique respective. Par conséquent, les droits de diffusion des télédiffuseurs de langue française et de langue anglaise doivent respecter les exigences-seuil en matière de droits de diffusion applicables en fonction de la portion linguistique des dépenses admissibles et chaque télédiffuseur est assujetti aux montants de la contribution maximale applicable pour cette portion. Lorsque les ERT seront calculées pour l'exercice financier suivant, toute future licence supérieure à la moyenne sera basée sur les droits de diffusion liés à la portion spécifique des dépenses admissibles.
- ▶ Dans tous les autres cas, la catégorie linguistique applicable sera une seule langue, déterminée en fonction de la langue originale de production du projet. Lorsqu'une production est doublée dans une autre langue, la langue du doublage n'est pas la langue originale de production.

2.2 Nature de la participation financière

Le volet des ERT peut offrir une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital, suivant une formule établie.

Les suppléments de droits de diffusion complètent les droits de diffusion en espèces payés au requérant par le télédiffuseur. À ce titre, ils font partie des droits de diffusion du télédiffuseur pour la production et ne sont pas récupérables. La participation au capital constitue un investissement en espèces dans une production, ce qui signifie que le FCT acquiert un droit de propriété indivis dans toutes les versions de la production. La participation au capital est récupérable et est assujettie à une structure de récupération non négociable (laquelle est décrite et assujettie à toute exception prévue dans la Politique de récupération normalisée du FCT - voir l'annexe B).

La première contribution du FCT sera un supplément de droits de diffusion pouvant aller jusqu'à 20 % des dépenses admissibles du projet admissible à moins de mention contraire (voir la [section 2.4](#)). Tout montant supérieur à ce maximum prendra la forme d'une participation au capital jusqu'à concurrence de 49 % des dépenses admissibles. Le FCT considère toutefois que toute demande de participation au capital inférieure à 10 000 \$ est insuffisante pour un investissement en capital. Par conséquent, toute participation au capital inférieure à 10 000 \$ sera automatiquement convertie en supplément de droits de diffusion.

Les contributions du FCT peuvent être combinées pour financer un projet admissible à partir des ERT de plusieurs télédiffuseurs. La contribution totale du FCT à partir des ERT de tous les télédiffuseurs doit respecter la répartition du supplément de droits de diffusion et de la participation au capital décrite ci-dessus, ainsi que les montants de contribution maximale applicables.

2.3 Montant de la participation financière

2.3.1 Contribution des Enveloppes de rendement des télédiffuseurs

Les télédiffuseurs peuvent décider quelle proportion de leur ERT ils affecteront à un projet admissible, jusqu'à concurrence de montants de contribution maximale spécifiques (voir le tableau de la [section 2.4](#)). Les montants de contribution maximale ne s'appliquent pas aux contributions provenant des ERT de télédiffuseurs membres de l'Association des télédiffuseurs éducatifs du Canada (l'ATEC) disposant d'une ERT totalisant 750 000 \$ ou moins.

Dans le cas des projets coproduits en vertu d'accords officiels, la contribution maximale du FCT sera calculée en fonction du moindre des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total ou les dépenses admissibles de la part canadienne du coût final, telles qu'accréditées par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

2.3.1.1 Aide à la production régionale québécoise de langue française

Les productions de langue française conformes à la définition d'une production régionale (voir la [section 2.1.1](#)) et produites par un requérant dont le siège social se trouve au Québec sont admissibles à une aide à la production régionale québécoise de langue française.

Cette aide prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion du FCT correspondant à 10 % des dépenses admissibles du projet admissible, jusqu'à concurrence de 150 000 \$ par projet. Elle sera accordée aux projets admissibles sur la base du premier arrivé, premier servi. Elle sera accordée directement par le FCT, en plus du soutien financier consenti par le télédiffuseur par le biais de son ERT. L'aide sera comptabilisée lors du calcul du facteur de l'ERT de l'accès historique du télédiffuseur au soutien financier consenti par le FCT par le biais d'ERT.

2.3.2 Dépenses admissibles

Les « dépenses admissibles » sont les dépenses établies dans le devis de production ou le rapport final de coûts d'un projet, selon les cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes dépenses considérées nécessaires par le FCT, moins toutes dépenses considérées excessives, gonflées ou déraisonnables par le FCT. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FCT. La participation du FCT est calculée sur la base des dépenses admissibles d'un projet admissible. Le FCT évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se basant sur le devis de production du projet. Les dépenses admissibles peuvent inclure une augmentation des coûts finaux par rapport au devis de production, à condition qu'elles aient été approuvées par le télédiffuseur contribuant des droits de diffusion admissible au projet, mais excluent de telles augmentations n'ayant pas été approuvées.

D'autres politiques d'affaires du FCT concernant les dépenses admissibles sont jointes en annexe B.

2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- ▶ divulgué au FCT; et
- ▶ conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FCT/Téléfilm Canada du 1er janvier 2006, plus particulièrement, mais sans s'y limiter, aux [sections 3 et 4](#).

2.3.2.2. Assurance et protection d'achèvement

Les productions bénéficiant d'une aide du FCT doivent être assurées et offrir des garanties d'achèvement dont la forme et le montant conviennent au FCT. Les exigences du FCT en matière d'assurance et de garantie d'achèvement sont énoncées dans les politiques d'affaires du FCT jointes à ce document (Annexe B).

2.3.2.3 Doublage et sous-titrage

Les projets pour lesquels des droits de télédiffusion au Canada dans l'une des langues officielles (anglais ou français, selon le cas) ont été ou seront acquis avant la livraison du projet au télédiffuseur de la première fenêtre de diffusion devront être, tel que requis par le FCT, doublés ou sous-titrés au Canada, en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas). Des exceptions pourraient être autorisées pour les coproductions réalisées en vertu d'accords officiels.

Le FCT exige que les coûts de doublage et de sous-titrage en langues française et anglaise soient inclus dans le devis de production s'il s'agit d'une obligation contractuelle requise par l'un des participants financiers canadiens. Le FCT ne participera pas, par le biais de ce volet, aux frais de doublage et de sous-titrage engagés par les distributeurs pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers.

2.3.2.4 Dépenses liées à la commercialisation

Les dépenses admissibles peuvent inclure des coûts de commercialisation engagées durant la production du projet (c'est-à-dire les photos de production, l'embauche d'un publiciste pour organiser des interviews), mais excluent tous les autres coûts liés à la commercialisation.

2.3.2.5 Projets multiplateformes

Les dépenses admissibles des projets d'émissions pour les enfants et les jeunes peuvent inclure les coûts des nouveaux médias si le récit et/ou les composantes télévision et nouveaux médias sont intimement liés et interdépendants.

Le FCT n'appuiera pas les composantes liées aux nouveaux médias qui sont axées principalement sur la promotion, la commercialisation, l'administration ou sur d'autres aspects du projet qui ne se rapportent pas au récit ou à l'intrigue et qui ne cherchent pas à rehausser l'expérience vécue par les téléspectateurs.

Le FCT exige que les exigences-seuil en matière de droits de diffusion soient calculées par rapport au devis de production qui combine les coûts des composantes télévision et les coûts des nouveaux médias.

2.3.2.6 Dramatiques et émissions pilotes

Les dépenses admissibles d'une série peuvent inclure des coûts liés à des améliorations apportées à une émission pilote produite antérieurement si la série est consécutive à cette émission pilote.

2.4 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion et contributions maximales

La colonne « Contribution maximale (volet des ERT) » fait référence aux contributions provenant de l'ensemble des enveloppes de rendement du télédiffuseur consenties en vertu du volet des ERT seulement, tandis que la colonne « Contribution maximale (FCT) » fait référence aux contributions de l'ensemble des volets du FCT (par exemple, les contributions combinées des ERT et des Projets de langue française à l'extérieur du Québec).

DRAMATIQUES

Langue	Type de projet	Dépenses admissibles du projet	Exigence-seuil en matière de droits de diffusion	Contribution maximale (Volet des ERT)	Contribution maximale (supplément de droits de diffusion)	Contribution maximale (FCT)
Langue anglaise	Séries à épisodes d'une demi-heure ou épisodes uniques	Moins de 800 000 \$ par heure	45 % des dépenses admissibles ou 315 000 \$ par heure, soit le montant le moins élevé	s/o	20 % des dépenses admissibles par projet ou 2,25 M\$, soit le montant le moins élevé	4,25 M\$ par projet
		800 000 \$ par heure ou plus	315 000 \$ par heure	s/o		
	Séries à épisodes d'une heure ou épisodes uniques (incluant les téléfilms et les miniséries)	Moins de 800 000 \$ par heure	45 % des dépenses admissibles ou 315 000 \$ par heure, soit le montant le moins élevé	s/o		5,25 M\$ par projet
	Séries à épisodes d'une heure ou épisodes uniques (excluant les téléfilms et les miniséries)	800 000 \$ par heure ou plus	315 000 \$ par heure	s/o	25 % des dépenses admissibles par projet ou 4,2 M\$, soit le montant le moins élevé	507 692 \$ par heure ou 6,6 M\$ par projet, soit le montant le moins élevé
	Séries renouvelées à épisodes d'une heure (excluant les miniséries)	800 000 \$ par heure ou plus	315 000 \$ par heure	s/o	25 % des dépenses admissibles par projet ou 5,8 M\$, soit le montant le moins élevé	507 692 \$ par heure ou 9,1 M\$ par projet, soit le montant le moins élevé
	Séries renouvelées à épisodes d'une demi-heure (excluant les miniséries)				20 % des dépenses admissibles par projet ou 3,1 M\$, soit le montant le moins élevé	5,88 M\$ par projet
	Téléfilms	De 800 000 \$ par heure à 1 857 143 \$ par heure	325 000 \$ par heure	s/o	20 % des dépenses admissibles par projet ou 750 000 \$, soit le montant le moins élevé	1,75 M\$ par projet
		Plus de 1 857 143 \$ par heure	17,5 % des dépenses admissibles	s/o		
	Miniséries	De 800 000 \$ par heure à 1 857 143 \$ par heure	325 000 \$ par heure	s/o	20 % des dépenses admissibles par projet ou 2 M\$, soit le montant le moins élevé	4,0 M\$ par projet
		Plus de 1 857 143 \$ par heure	17,5 % des dépenses admissibles	s/o		
Langue française	Émissions pilotes d'une demi-heure*	Plus de 700 000 \$ par demi-heure	205 000 \$ par demi-heure	s/o	20 % des dépenses admissibles par projet	350 000 \$ par projet
	Émissions pilotes d'une heure*	Plus de 1 750 000 \$ par heure	525 000 \$ par heure	s/o	25 % des dépenses admissibles par projet	850 000 \$ par projet
	Projets dramatiques excluant les téléfilms et les miniséries	Moins de 250 000 \$ par heure	50 % des dépenses admissibles	20 % des dépenses admissibles par projet	s/o	1,3 M\$ par projet
	Projets dramatiques excluant les téléfilms et les miniséries	Entre 250 000 \$ par heure et 800 000 \$ par heure	23 % des dépenses admissibles	52 % des dépenses admissibles par projet	20 % des dépenses admissibles par projet	5,5 M\$ par projet
	Projets dramatiques excluant les téléfilms, les miniséries et les séries	800 000 \$ par heure ou plus	20 % des dépenses admissibles	53 % des dépenses admissibles par projet	20 % des dépenses admissibles par projet	545 000 \$ par heure ou 6,5 M\$ par projet, soit le montant le moins élevé
	Séries dramatiques d'une demi-heure et d'une heure	800 000 \$ par heure ou plus	20 % des dépenses admissibles	53 % des dépenses admissibles par projet	25 % des dépenses admissibles par projet	545 000 \$ par heure ou 6,5 M\$ par projet, soit le montant le moins élevé
	Miniséries	Tous	18 % des dépenses admissibles	55 % des dépenses admissibles par projet	20 % des dépenses admissibles par projet	4,0 M\$ par projet
	Téléfilms	Tous	150 000 \$ par projet	55 % des dépenses admissibles par projet	20 % des dépenses admissibles par projet	1,75 M\$ par projet

*Pour les émissions dramatiques de langue anglaise, une émission pilote et une série consécutive à cette émission pilote sont traitées comme des projets distincts lors de la détermination des montants de la contribution maximale, qu'elles aient été financées au cours du même exercice financier ou non.

ÉMISSIONS DE VARIÉTÉS ET DES ARTS DE LA SCÈNE

Langue	Type de projet	Dépenses admissibles du projet	Exigence-seuil en matière de droits de diffusion	Contribution maximale (Volet des ERT)	Contribution maximale (FCT)
Langue anglaise	Variétés et arts de la scène	Moins de 750 000 \$ par heure	40 % des dépenses admissibles ou 240 000 \$ par heure, soit le montant le moins élevé	s/o	0,75 \$ pour chaque 1,00 \$ de droits de diffusion admissibles par ERT
		750 000 \$ par heure ou plus	240 000 \$ par heure	s/o	1,25 \$ pour chaque 1,00 \$ de droits de diffusion admissibles par ERT
Langue française	Variétés	Moins de 750 000 \$ par heure	50 % des dépenses admissibles	25 % des dépenses admissibles par projet	1,1 M\$ par projet
		750 000 \$ par heure ou plus	25 % des dépenses admissibles	35 % des dépenses admissibles par projet	1,1 M\$ par projet
	Arts de la scène	Tous	20 % des dépenses admissibles	43 % des dépenses admissibles par projet	500 000 \$ par projet

ÉMISSIONS DOCUMENTAIRES

Langue	Type de projet	Exigence-seuil en matière de droits de diffusion	Contribution maximale (Volet des ERT)	Contribution maximale (FCT)
Langue anglaise	Projets de six épisodes ou moins ayant des Dépenses admissibles inférieures à 400 000 \$ par heure*	30 % des dépenses admissibles ou 100 000 \$ par heure, soit le montant le moins élevé	s/o	1,25 \$ pour chaque 1,00 \$ de droits de diffusion admissibles par ERT
	Projets de sept épisodes ou plus ayant des dépenses admissibles inférieures à 400 000 \$ par heure	40 % des dépenses admissibles ou 100 000 \$ par heure, soit le montant le moins élevé	s/o	1,00 \$ pour chaque 1,00 \$ de droits de diffusion admissibles par ERT
	Projets ayant des dépenses admissibles de 400 000 \$ ou plus par heure*	100 000 \$ par heure	s/o	1,50 \$ pour chaque 1,00 \$ de droits de diffusion admissibles par ERT
Langue française	Projets ayant des dépenses admissibles inférieures à 100 000 \$ par heure	35 % des dépenses admissibles	35 % des dépenses admissibles par projet	700 000 \$ par projet
	Projets ayant des dépenses admissibles entre 100 000 \$ et 400 000 \$ par heure	20 % des dépenses admissibles	47 % des dépenses admissibles par projet	700 000 \$ par projet
	Projets ayant des dépenses admissibles de plus de 400 000 \$ à 750 000 \$ par heure	15 % des dépenses admissibles	47 % des dépenses admissibles par projet	700 000 \$ par projet
	Projets ayant des dépenses admissibles supérieures à 750 000 \$ par heure	10 % des dépenses admissibles	50 % des dépenses admissibles par projet	700 000 \$ par projet
	Projets de longs métrages documentaires ayant des dépenses admissibles entre 100 000 \$ et 750 000 \$.	12 % des dépenses admissibles	50 % des dépenses admissibles par projet	375 000 \$ par projet
	Projets de longs métrages documentaires ayant des dépenses admissibles supérieures à 750 000 \$.	10 % des dépenses admissibles	50 % des dépenses admissibles par projet	500 000 \$ par projet

ÉMISSIONS POUR ENFANTS ET JEUNES

Langue	Type de projet	Exigence-seuil en matière de droits de diffusion	Contribution maximale (Volet des ERT)	Contribution maximale (FCT)
Langue anglaise	Projets ayant des dépenses admissibles inférieures à 750 000 \$ par heure	25 % des dépenses admissibles ou 160 000 \$ par heure, soit le montant le moins élevé	s/o	1,50 \$ pour chaque 1,00 \$ de droits de diffusion admissibles par ERT
	Projets ayant des dépenses admissibles de 750 000 \$ ou plus par heure	160 000 \$ par heure	s/o	2,00 \$ pour chaque 1,00 \$ de droits de diffusion admissibles par ERT
Langue française	Projets tournés en prises de vue réelles ayant des dépenses admissibles inférieures à 750 000 \$ par heure	35 % des dépenses admissibles	37 % des dépenses admissibles par projet	2 500 000 \$ par projet
	Projets tournés en prises de vue réelles ayant des dépenses admissibles de 750 000 \$ ou plus par heure	15 % des dépenses admissibles	47 % des dépenses admissibles par projet	545 000 \$ par heure ou 2 500 000 \$ par série
	Animation	15 % des dépenses admissibles	30 % des dépenses admissibles par projet	2 000 000 \$ par projet

*Dans le cas des longs métrages documentaires en langue anglaise, la durée de diffusion sera arrondie à la demi-heure supérieure près aux fins des calculs du FCT de cette section.

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 Requérants admissibles

3.1.1 Sociétés de production

Pour être admissible au soutien financier du FCT, le requérant* doit être une société sous contrôle canadien en vertu des sections 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*, et son siège social doit être situé au Canada. Lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un requérant, le FCT peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- ▶ le requérant exerce ses activités au Canada;
- ▶ la stabilité financière du requérant (exception faite des nouvelles sociétés de production sans société mère établie);
- ▶ la principale activité du requérant est la production télévisuelle ou cinématographique.

*Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « requérant » englobe et décrit tout Co-requérant et/ou société mère, selon le cas.

3.1.2 Sociétés de production affiliées à un télédiffuseur

Une société de production affiliée à un télédiffuseur est une société de production, telle que définie dans la [section 3.1.1](#), qui est affiliée avec un télédiffuseur canadien. Le FCT utilisera la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Un requérant affilié à un télédiffuseur est admissible au financement du FCT s'il correspond aux exigences suivantes :

- ▶ il est une entité constituée en société distincte qui mène ses activités indépendamment des activités du télédiffuseur auquel il est affilié;
- ▶ il n'est pas affilié à un télédiffuseur public canadien.

3.2 Projets admissibles

Un « projet admissible » en vertu de ce volet est un projet qui respecte tous les critères de la [section 3.2](#) et de ses sous-sections.

3.2.1 Exigences fondamentales

Une production doit satisfaire à toutes les « Exigences fondamentales » énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries télévisées, chaque épisode devra satisfaire aux exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FCT. Le FCT a un pouvoir discrétionnaire et peut déterminer si le projet est conforme ou non aux Exigences fondamentales établies; son interprétation prévaudra.

1. La production s'adresse à un public canadien et traite de thèmes et de sujets d'intérêt canadien.
2. Le projet doit être accrédité par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et doit obtenir une note de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FCT à partir de l'échelle du BCPAC.

3. Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
4. Le projet est tourné au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'Annexe A pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

3.2.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels

Ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions réalisées en vertu d'accords officiels soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, les mots « canadien » et « Canadiens » mentionnés dans les Exigences fondamentales 1 et 3, et le mot « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 4 seront interprétés de manière à inclure le pays de coproduction. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 2, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des citoyens du Canada ou du pays de coproduction.

Pour les coproductions entre le Canada et un pays membre de l'Union européenne, les points de l'échelle du BCPAC (Exigence fondamentale no 2) peuvent être accordés à un citoyen canadien ou tout autre pays membre de l'Union européenne.

Lorsqu'une production déposée auprès du FCT en tant que coproduction réalisée en vertu d'accords officiels ne peut obtenir d'attestation de coproduction officielle des autorités compétentes, la production finale doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées à la [section 3.2.1](#) (et selon le genre approprié - voir l'annexe A) et respecter tous les critères d'admissibilité applicables aux projets qui ne sont pas des coproductions en vertu d'accords officiels pour demeurer admissible à un soutien financier du FCT.

3.2.2 Genres

Le FCT appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes et variétés et arts de la scène. Les définitions du FCT pour chacun de ces genres se trouvent à l'annexe A de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats non admissibles à un soutien financier du FCT* : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télé-réalité, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevue, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix, célébrations d'événements spéciaux, galas, reportages d'actualité, émissions d'intérêt religieux, émissions de levée de fonds, émissions-bénéfices, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

*Il existe une certaine flexibilité au niveau des émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'annexe A pour plus d'information.

3.2.3 Propriété et contrôle canadiens

Un projet admissible doit remplir les critères suivants* :

- ▶ Le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur le plan créatif et administratif;
- ▶ Le projet est financièrement contrôlé par des citoyens canadiens ou par des résidents permanents;

- ▶ Le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production, de la conception du projet à la postproduction et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés par une société de production canadienne dès le début;
- ▶ Une émission auparavant produite à l'interne par un télédiffuseur est admissible au soutien financier du FCT si le requérant est une société indépendante de production qui contrôle entièrement les différents aspects du projet;
- ▶ D'une façon générale, un particulier, une entité ou toute entité non canadienne liée au projet ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services et/ou d'investissement en capital). Toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- ▶ Le requérant doit conserver et exercer tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur. Ces derniers incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- ▶ Le requérant doit détenir tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger et il doit également conserver un intérêt financier permanent dans le projet.

* Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions canadiennes en vertu d'accords officiels d'accéder au financement du FCT.

3.2.4 Exigences techniques

Les projets admissibles doivent remplir les critères suivants :

- ▶ Le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes appuyées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable.
- ▶ Sa durée de diffusion doit être supérieure à 30 minutes (incluant les pauses publicitaires). Un bloc d'émissions pour les enfants, peu importe sa durée, peut toutefois être admissible à un soutien financier, mais cela ne s'applique pas aux émissions pour les jeunes.
- ▶ Si les émissions contiennent des narrations, des dialogues et des chansons, elles doivent comporter des sous-titres codés pour les malentendants. Des exceptions peuvent être autorisées pour les projets qui s'adressent aux enfants de moins de cinq ans, pour les projets en langues autochtones n'utilisant pas l'alphabet romain et pour les productions tournées en direct.
- ▶ Ce doit être une nouvelle production. Une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment. Dans le cas d'une série, le FCT considérera le cycle entier afin de déterminer si le projet est un montage ou non (par exemple un documentaire de tournage et/ou des épisodes de rattrapage peuvent être permis). Les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet.

- D'une manière générale, le FCT s'attend à ce que les principaux travaux de prises de vue /animation-clé des productions financées débutent au cours de l'exercice financier durant lequel le financement a été accordé ou dans les trois mois qui suivent. Des exceptions pourraient être autorisées, comme par exemple, pour des projets devant capter des événements à un moment précis.

3.2.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion

Les projets jugés admissibles au soutien du FCT doivent avoir une entente de droits de diffusion valide consentie par un (ou plusieurs) télédiffuseur(s) canadien(s) pour la télédiffusion de la production au Canada qui respecte toutes les exigences de la [section 3.2.5](#) et de ses sous-sections et qui permet au requérant d'encaisser des droits en espèces en échange des droits de diffusion (Droits de diffusion admissibles). Ces droits de diffusion doivent être véritables, conformes aux normes de l'industrie, acquis à leur juste valeur et non récupérables. Les télédiffuseurs canadiens englobent tous les télédiffuseurs privés, publics et de la télévision éducative, ainsi que toutes les chaînes de télévision spécialisées, de télévision payante et de télévision à la carte.

Les droits de diffusion admissibles doivent être payés en espèces et ne peuvent comprendre des installations, des produits ou services, une participation au capital, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FCT, ne constitue pas véritablement un droit de diffusion en espèces. Les droits de diffusion admissibles ne peuvent être réduits une fois que le FCT a conclu un contrat de financement de la production avec le Requérant.

Lorsque l'attribution de droits de diffusion dépend, en tout ou en partie, d'un rachat de services par le fournisseur des droits de diffusion, le FCT peut décider de déduire la valeur des services ou des installations en cause de la valeur totale des droits de diffusion afin de déterminer les montants des droits de diffusion admissibles utilisés pour calculer l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion (voir la [section 3.2.5.1](#)). Le FCT analysera chaque projet au cas par cas.

Les dispositions ci-dessus n'interdisent pas à un télédiffuseur canadien de contribuer à la production admissible en participant au capital ou en offrant des services ou des installations, en plus de sa contribution en espèces pour l'achat des droits de diffusion.

L'acquisition des droits de diffusion en langue française par un télédiffuseur de langue anglaise et des droits de diffusion en langue anglaise par un télédiffuseur de langue française ne sera pas acceptée dans les ententes de droits de diffusion contenant des droits de diffusion admissibles, sauf si ces droits ont été acquis par des canaux de télédiffusion bilingues. Dans de tels cas, le télédiffuseur bilingue doit déclarer au FCT le prix d'acquisition des droits de télédiffusion dans chaque langue. La vente de droits de diffusion dans une langue n'interdit pas à un producteur d'exploiter les droits de diffusion dans d'autres langues.

Une entente de télédiffusion assortie de droits de diffusion admissibles doit contenir un engagement sans réserve du télédiffuseur à diffuser une version de la production sous-titrée pour malentendants, pendant les heures de grande écoute, dans les 18 mois qui suivent l'achèvement et la livraison de la production. Si le télédiffuseur ne respecte pas ces exigences, les droits de diffusion seront considérés inadmissibles à une participation du FCT. Le FCT étudiera les demandes d'extension de ce délai au cas par cas. Selon le FCT, les « heures de grande écoute » sont de 19 h à 23 h, exception faite de certaines émissions pour les enfants et pour les jeunes, comme décrit dans l'Annexe A. Pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et des fenêtres ultérieures, l'engagement de diffusion dans les 18 mois aux heures de grande écoute débute au commencement de la période de licence du télédiffuseur.

*Le FCT peut renoncer à l'exigence de diffusion des émissions pilotes si le télédiffuseur et le requérant consentent tous deux, une fois le projet achevé et livré, que l'émission pilote ne devrait pas être diffusée.

3.2.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion

L'« exigence-seuil en matière de droits de diffusion » est le montant minimal qu'un (ou plusieurs) télédiffuseur(s) doit (doivent) consacrer à un projet pour que ce projet ait droit à une aide du FCT. Les exigences-seuil en matière de droits de diffusion applicables à chaque genre sont inscrites aux tableaux de la [section 2.4](#).

Dans le cas des projets coproduits en vertu d'accords officiels, l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion sera calculée selon le plus élevé des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total, ou le niveau de la participation canadienne, tels qu'accrédités par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

Tous les droits de diffusion admissibles utilisés aux fins des exigences-seuil en matière de droits de diffusion doivent servir au financement de la production.

3.2.5.2 Droits supplémentaires

Les droits de diffusion admissibles ne confèrent aucun des droits suivants aux télédiffuseurs canadiens :

- ▶ droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération pour la production;
- ▶ droits de diffusion pour des territoires non canadiens ou restrictions de la capacité du requérant d'exploiter ces droits, exception faite de la protection des droits liés au débordement des signaux de radiodiffusion et des droits exclusifs de première mondiale; lorsqu'un télédiffuseur se voit attribuer des droits exclusifs de première mondiale, les ententes de licence doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi avec une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six mois suivant sa livraison au télédiffuseur canadien; autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi a été conclue avec une société étrangère, le télédiffuseur ne peut en aucun cas conserver des droits de première mondiale plus de six mois après la livraison; ou
- ▶ droits supplémentaires (droits de vidéo domestique, de produits dérivés, de nouveaux médias, d'exploitation hors salle, de distribution en ligne, de diffusion ou de transmission de contenu en ligne ou tout type de vidéo sur demande ou toute autre méthode de distribution semblable) pour des territoires canadiens ou non canadiens.

Un télédiffuseur peut acquérir des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération lorsque ces droits supplémentaires ne font pas partie des droits de diffusion admissibles de la production. Ces droits doivent être évalués et payés séparément.

Un télédiffuseur ou un distributeur admissible (au sens de la Politique de récupération normalisée du FCT - voir Annexe B) affilié au télédiffuseur peut acquérir d'autres droits ou des droits de diffusion à l'étranger à condition que ces droits ne fassent pas partie des droits acquis en échange des droits de diffusion admissibles. Ces droits doivent être évalués et payés séparément. Malgré ce qui précède, la [section 2.3.2.5](#) demeure en vigueur.

Balises pour la négociation de Droits supplémentaires

Le FCT est conscient que le secteur de la télédiffusion fait actuellement l'objet d'importants changements technologiques qui touchent les droits de négociation entre les télédiffuseurs, les producteurs et les créateurs. Pour faciliter la bonne conduite des négociations de Droits supplémentaires, le FCT a mis en place des balises temporaires. Elles seront révisées périodiquement, à mesure que l'industrie négociera des ententes, pour déterminer l'incidence des changements technologiques sur la valeur de différents droits de plateformes, etc.

Les exigences du FCT concernant la négociation et l'achat de Droits supplémentaires (décrites au troisième point de la [section 3.2.5.2](#)) varient selon l'emplacement géographique de la société de production.

1. Productions réalisées par une société dont le siège social est à l'extérieur du Québec

Les exigences suivantes visent toutes les sociétés de production situées à l'extérieur du Québec, peu importe la langue de production, la langue du producteur ou la province du (ou des) télédiffuseur(s) acquéreur(s) de licence.

La négociation de Droits supplémentaires peut débiter au plus tôt deux semaines après l'exécution d'une entente complète visant des droits de diffusion au Canada. Par conséquent, ces négociations doivent être menées séparément de la négociation des droits de diffusion. Le producteur et le télédiffuseur peuvent négocier un accord d'exploitation de Droits supplémentaires si les deux parties y consentent. Dans le cas contraire, l'exploitation de Droits supplémentaires par l'une ou l'autre des parties est interdite pendant une période d'un an à partir de la date du début de l'exploitation des droits ou de la première diffusion, la première de ces dates prévalant, et l'entente de droits de diffusion au Canada doit demeurer en vigueur. Les producteurs et les télédiffuseurs qui s'entendent pour négocier les Droits supplémentaires en même temps que l'entente de droits de diffusion peuvent faire parvenir à la présidente du FCT une lettre signée des deux parties l'informant de leur désir mutuel de se désister du délai de deux semaines prévu entre la négociation des droits de diffusion et la négociation des Droits supplémentaires.

2. Productions produites ou coproduites par une société dont le siège social situé au Québec

Les Droits supplémentaires sont négociés différemment dans le cas des productions produites ou coproduites par une société située au Québec.

Les exigences suivantes visent toutes les sociétés de production situées à au Québec, peu importe la langue de production, la langue du producteur ou la province du (ou des) télédiffuseur(s) acquéreur(s) de licence.

- ▶ Les ententes de droits de diffusion ne peuvent limiter de façon déraisonnable l'exploitation par le producteur de « Droits supplémentaires - Distribution conventionnelle », c'est-à-dire l'exploitation de produits dérivés, de vidéos domestiques, de DVD ou de tout autre mode de distribution connexe.
- ▶ Dans le cas des émissions dramatiques, le délai maximal d'exploitation des Droits supplémentaires - Distribution conventionnelle est de deux diffusions ou une année à compter du moment de la livraison, la première de ces éventualités prévalant. Dans le cas des séries, le délai maximal est de deux diffusions du premier épisode ou une année à compter de la livraison du premier épisode, la première de ces éventualités prévalant. Pour les autres genres, la restriction maximale est de trois mois après la première diffusion du projet ou du premier épisode.
- ▶ À l'égard des « Droits supplémentaires - Nouvelle plateforme », c'est-à-dire les nouveaux médias, la distribution en ligne, la diffusion et la transmission en ligne, toute forme de vidéo sur demande ou autre forme de distribution analogue, un producteur ne peut céder ou vendre des « Droits supplémentaires - Nouvelle plateforme » à une tierce partie sur le même territoire et pour la même durée consentis à un télédiffuseur ayant acheté des droits exclusifs, sans avoir obtenu au préalable le consentement de ce (ou ces) dernier(s).

3.2.5.3 Durée des droits de diffusion

Le FCT déterminera la durée maximale autorisée de toutes les fenêtres de diffusion accordées en contrepartie des droits de diffusion admissibles (Durée maximale). En vertu de ce volet, les durées maximales des périodes de diffusion avec ou sans exclusivité sont établies comme suit :

- ▶ 6 ans pour les émissions pour enfants et jeunes, les documentaires et les émissions de variétés et des arts de la scène;
- ▶ 7 ans pour les dramatiques en langue anglaise;
- ▶ 5 ans pour les dramatiques en langue française.

La durée de la licence débute à la date prévue au contrat négocié entre le requérant et le télédiffuseur. La durée de la licence est la période de temps au cours de laquelle un télédiffuseur a le droit de diffuser une émission. Dans le cas d'une série, la durée débute à la date de diffusion du premier épisode et non à la date de diffusion de chaque épisode.

Par souci de clarté, il convient de rappeler que le début de la période d'application de la licence et la date de la première mise en ondes ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la durée des droits de diffusion d'un télédiffuseur peut aller du 1er septembre 2009 au 1er septembre 2013, mais le télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2009. Aux fins d'admissibilité, la durée de la licence commencera le 1er septembre 2009.

Les requérants continuent d'avoir la possibilité d'incorporer des droits de diffusion d'une durée plus longue que la durée maximale prévue dans la structure financière. Toutefois, seule la portion des licences correspondant à la durée maximale sera utilisée dans tous les calculs du FCT, y compris pour l'évaluation des exigences-seuil, l'établissement des contributions permises dans l'ERT et le calcul des droits de licence supérieurs à l'accès historique. Les licences qui commencent pendant la durée maximale mais qui s'étendent au-delà seront réduites proportionnellement pour être conformes à la durée maximale permise pour chaque genre.

Les télédiffuseurs peuvent acquérir, en plus des droits de diffusion pour la durée maximale, un droit de première négociation et de dernier refus pour des créneaux de télédiffusion supplémentaires de l'émission ou du cycle autorisé. Le droit de première négociation ne peut être exercé avant la livraison de l'émission pour la première fenêtre de diffusion. Les télédiffuseurs ne peuvent acquérir de droit de dernier refus pour tout autre droit, y compris des droits pour des créneaux de télédiffusion de cycles futurs ou des droits sur des versions futures de l'émission.

Dans le cas des séries télévisées, les ententes de diffusion incluant des droits de diffusion admissibles ne peuvent contenir de clauses de droits co-terminus. Ces clauses (qui prolongent la durée des droits de diffusion existants jusqu'à la fin de la licence de renouvellement sans frais supplémentaires) sont interdites dans le contexte des renouvellements de séries, mais ces droits de diffusion peuvent conférer des droits de première négociation et/ou de dernier refus pour la prolongation des droits de diffusion des épisodes existants de la série.

La durée maximale ne s'applique pas aux droits de diffusion de productions de sociétés affiliées à un télédiffuseur en raison de l'accès limité des sociétés de production affiliées aux fonds du FCT. Cependant, la durée maximale s'applique aux projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur dont les droits de diffusion ont été acquis par des télédiffuseurs non affiliés (lorsque la structure financière n'inclut pas de droits de diffusion d'un télédiffuseur affilié).

4. CONFORMITÉ ET DÉCLARATIONS

4.1 Présentation des documents

Les requérants sont responsables de l'acheminement de leurs demandes au FCT et ils doivent s'assurer que le FCT a reçu tous les documents pertinents et veiller à la mise à jour des documents après un changement important. Le FCT peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation terminée, pour terminer ses rapports pertinents. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FCT se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels initiaux soumis par le requérant.

4.2 Non-conformité aux Principes directeurs

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FCT peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

4.3 Fausse déclaration

Les conséquences liées à la déclaration de faux renseignements ou à l'omission d'informations importantes dans une demande ou à son sujet peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- ▶ Le projet actuel du requérant peut devenir inadmissible à un financement
- ▶ Les productions ultérieures du requérant peuvent être inadmissibles à un financement;
- ▶ Le requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;
- ▶ Le requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont liés, apparentés et affiliés (à l'entière discrétion du FCT). Les requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

5. PRÉSENTATION DES DEMANDES

DATES LIMITES DE DÉPÔT DES DEMANDES

Début de la période de réception des demandes	Première date limite	Date limite finale
2 mars 2009	16 octobre 2009	7 décembre 2009

Définitions des dates limites :

Début de la période de réception des demandes

Tous les requérants qui présentent une demande en vertu de ce volet peuvent présenter leur demande à partir de la date indiquée ci-dessus.

Première date limite

Pour les télédiffuseurs ayant une ERT de 2 000 000 \$ ou plus : les demandes complètes et admissibles représentant 75 % de la valeur de la ou des enveloppes, y compris les montants de la marge de manœuvre, doivent être reçues au plus tard à la première date limite.

Lorsque le requérant est une société membre d'un groupe d'entreprises (selon la définition du FCT), la première date limite s'applique à tous les télédiffuseurs du groupe auxquels ont été attribuées des enveloppes initiales de plus de 2 000 000 \$ (avant tout transfert de fonds). De plus, les fonds consentis doivent avoir été alloués dans une proportion de 75 %, qu'il y ait eu ou non transfert de fonds à un télédiffuseur affilié (le cas échéant, la somme transférée au télédiffuseur doit avoir été dépensée avant la date limite finale, même si la valeur initiale de l'enveloppe de ce distributeur dépassait 2 000 000 \$).

Si les télédiffuseurs n'ont pas présenté de demandes auprès du FCT représentant 75 % de la valeur totale de l'ERT avant la date limite finale, la portion non utilisée de l'enveloppe de rendement du télédiffuseur pertinente sera transférée au fonds de réserve du FCT.

Renonciation :

- a. Un télédiffuseur (ou un groupe de télédiffuseurs) peut demander au FCT de l'exempter de respecter la première date limite en vigueur pour les demandes déposées dans le cadre du volet des ERT auprès du FCT quand, à la suite d'un événement organisationnel important dont le télédiffuseur (ou le groupe de télédiffuseurs) a fait l'objet, incluant sans restriction une fusion, acquisition ou autre transaction de consolidation, on ne peut s'attendre à ce que le télédiffuseur (ou le groupe de télédiffuseurs) soit en mesure de s'engager dans des projets devant être financés à partir des ERT du télédiffuseur (ou du groupe de télédiffuseurs) qui permettront de déposer un nombre suffisant de demandes afin de respecter les exigences de la première date limite;
- b. Toutefois toute demande d'une telle renonciation doit répondre à certaines exigences précises.
 - i. Elle doit être faite dans une période de temps raisonnable avant la première date limite afin de donner suffisamment de temps au FCT pour examiner la demande avant cette date;
 - ii. Elle doit décrire l'événement sur lequel la demande est basée;
 - iii. Elle doit énoncer les raisons pour lesquelles on ne peut s'attendre à ce que le télédiffuseur (ou le groupe de télédiffuseurs) soit raisonnablement en mesure de satisfaire aux exigences liées à la première date limite; et

- iv. Elle doit inclure un échéancier d'engagement des fonds restants dans les ERT du télédiffuseur (ou du groupe de télédiffuseurs) au cours de la période allant de la date du dépôt de la demande à la dernière date limite, qui prend en compte les objectifs de la politique que les exigences liées à la première date limite devaient réaliser et un engagement de la part du télédiffuseur (ou du groupe de télédiffuseurs) d'utiliser sa ou ses enveloppes restantes conformément à l'échéancier.
- c. Les décisions relatives aux demandes de renonciation des exigences liées à la première date limite seront prises par le FCT à son entière discrétion.

Date limite finale

La date limite finale est le dernier délai pour le dépôt des demandes pour l'exercice financier. Toute somme des ERT pour laquelle le FCT n'a pas reçu de demande complète et admissible au plus tard à la date limite finale sera transférée au fonds de réserve du FCT.

Projets qui ne sont pas entièrement financés au moment de la demande

Les demandes seront acceptées sans que 100 % du financement ne soit confirmé avant la date limite finale. Si le financement n'est pas confirmé avant cette date, des ententes signées devront être soumises avec la demande établissant une preuve de ce qui suit :

- ▶ Les contributions de l'ERT et tous les droits de diffusion contribuant à l'atteinte de l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion;
- ▶ 60 % du total du financement canadien accompagné d'un plan financier viable pour le reste du financement du projet.

Le requérant sera cependant tenu de confirmer la totalité du financement du projet par voie d'ententes dûment signées lesquelles doivent être soumises au plus tard à la date limite finale.

Lieux de dépôt des demandes

L'Unité d'affaires - Télévision de Téléfilm Canada administre le volet de l'ERT pour le compte du Fonds canadien de télévision.

Les requérants peuvent présenter leur demande de financement par l'entremise de eTelefilm, à l'adresse www.telefilm.gc.ca.

Les requérants peuvent également présenter leur demande de financement au FCT à l'un des bureaux suivants de l'Unité d'affaires - Télévision de Téléfilm Canada:

MONTRÉAL

360, rue Saint-Jacques, 6^e étage
Montréal (Québec) H2Y 1P5
Sans frais : 1-800-567-0890
Téléphone : (514) 283-6363
Télécopieur : (514) 283-8212

HALIFAX

1717, rue Barrington, bureau 300
Halifax, (Nouvelle-Écosse) B3J 2A4
Sans frais : 1-800-565-1773
Téléphone : (902) 426-8425
Télécopieur: (902) 426-4445

TORONTO

474, rue Bathurst, bureau 100
Toronto (Ontario) M5T 2S6
Sans frais : 1-800-463-4607
Téléphone : (416) 973-6436
Télécopieur : (416) 973-8606

VANCOUVER

609, rue Granville, bureau 410
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5
Sans frais : 1-800-663-7771
Téléphone : (604) 666-1566
Télécopieur : (604) 666-7754

Pour des informations sur le statut de votre demande de financement, veuillez communiquer avec l'Unité d'affaires - Télévision de Téléfilm Canada au 1-800-463-4607.

Pour des informations sur les politiques du FCT, veuillez communiquer avec le Fonds canadien de télévision au 1-877-975-0766 ou par courriel à l'adresse suivante : fct@ctf-fct.ca.

Pour communiquer avec le Fonds canadien de télévision :

Fonds canadien de télévision
50, rue Wellington Est, 4^e étage
Toronto (Ontario) M5C 1S2
Sans frais : 1-877-975-0766
Téléphone : (416) 214-4400
Télécopieur : (416) 214-4420
fct@ctf-fct.ca.

Pour de plus amples renseignements ou pour d'autres informations sur les politiques du FCT, veuillez vous rendre au : www.ctf-fct.ca.